

Rwanda – Les « refoulés » du Burundi hésitent à regagner leur pays

Catherine Simon

Le Monde, 26 octobre 1988

La nomination d'un nouveau gouvernement composé, pour la première fois dans l'histoire du Burundi, d'une majorité de ministres de l'ethnie hutu (le Monde du 21 octobre) est loin d'avoir provoqué l'euphorie parmi les populations burundaises réfugiées dans le sud du Rwanda. « *Tous ces nouveaux ministres, moi ça ne me dit rien* », lâche un jeune étudiant du camp de Katarara, un des cinq sites d'accueil mis en place après les tueries du mois d'août à quelques kilomètres de Butare. « *Vous savez, même avant il y avait des ministres hutus dans le gouvernement : ils servaient de caution. A chaque fois qu'il y a eu des problèmes dus à l'injustice sociale, ces gens-là, passez-moi l'expression, n'ont rien foutu. Ils sont restés passifs* », ajoute-t-il avec force.

La crainte de l'armée

« *Au Burundi, le gouvernement n'a pas l'importance qu'il peut avoir dans les pays occidentaux* », explique un autre étudiant arrivé récemment lui aussi de Bujumbura. « *Au Burundi, ce n'est pas le gouvernement qui décide, c'est l'armée. Au mois d'août, avant que l'on envoie les soldats dans le Nord, aucun conseil des ministres n'a été réuni. En fait, c'est de l'état-major que l'ordre est venu.* » Moins enfiévré mais plus brutal, un paysan de la région de Ntega résume le sentiment collectif d'une phrase crue : « *Ces Hutus-là, pour nous ce sont des traîtres* », martèle-t-il d'une voix lente.

La crainte numéro un, qui revient comme un leitmotiv, tient en un mot : l'armée. L'ethnie tutsie demeure largement majoritaire tant chez les officiers de haut rang que chez les simples soldats. C'est elle qui a « *ramené l'ordre* » sur les collines. Quelle victime des massacres pourrait l'oublier ? « *On nous dit que le*

premier ministre est hutu, très bien. Mais un premier ministre ça n'a pas de fusil. Qui va me défendre si les massacres recommencent ? », s'exclame un réfugié.

Pour les étudiants ayant fui les campus de la capitale, les espoirs de retour semblent plus incertains encore : ils n'ont pas même le rêve d'un lopin de terre auquel s'accrocher. « *Pendant que les tueries se poursuivaient dans le Nord, à Bujumbura, les arrestations arbitraires se multipliaient* », explique l'un d'eux. « *C'est un ami zairois qui m'a prévenu. Il m'a dit : "Tu es recherché, tu ferais mieux de faire attention sinon c'en est fini de toi, tu vas visiter la terre..." Alors, je suis parti.* »

Sur les campus de Bujumbura, le pourcentage d'étudiants hutus « *ne dépasse pas les 5 %* », expliquaient les jeunes réfugiés. La plupart d'entre eux aimeraient obtenir une bourse afin de pouvoir continuer leurs études à l'étranger. Mais seuls, jusqu'à ce jour, huit des signataires de la « *Lettre ouverte au président Buyoya* » publiée à Bujumbura au lendemain des massacres ont quitté l'Afrique.

Pour l'immense majorité de ceux qui restent dans les camps, l'avenir semble incertain. Si les blessures physiques sont cicatrisées, le traumatisme psychologique risque, lui, d'être beaucoup plus long à effacer. « *La plupart des adultes sont encore en état de choc. Avant que ça ne passe, il faudra bien compter six mois* », explique Michèle Guitto, une des infirmières de l'Action internationale contre la faim (AICF) qui travaille au camp de Katarara. Seuls, les enfants ont rapidement repris goût à la vie. « *Depuis dix ou quinze jours, j'ai remarqué qu'ils s'étaient mis à jouer de nouveau* », note un membre de l'organisation Swiss Disaster.

Un fardeau

Pour le Rwanda, pays minuscule et déjà surpeuplé, la présence des réfugiés constitue un fardeau. La densité démographique du Rwanda était estimée, en 1986, à 283 habitants au kilomètre carré. Dans la région de Butare où sont concentrés les cinq camps de réfugiés, la densité est encore plus inquiétante : 391 habitants au kilomètre carré. Pas question, dans ce contexte, que les autorités de Kigali puissent envisager de garder trop longtemps les « *refoulés* » du Burundi. Selon les résultats du recensement effectué dans la nuit du 16 au 17 octobre par le personnel du ministère rwandais de la santé, le nombre de réfugiés burundais serait d'ores et déjà tombé à 46240. Cette soudaine « *évaporation* » ne manque pas de surprendre bien des observateurs. N'avancait-on pas, il y a quinze jours encore, le chiffre de 63 000 réfugiés ?